



Pour publication immédiate : 16/06/2015

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO, LE CHEF DE LA MAJORITE FLANAGAN ET LE
PRESIDENT HEASTIE ANNONCENT UN ACCORD SUR LA PROPOSITION DE LOI
ENOUGH IS ENOUGH POUR LUTTER CONTRE LA VIOLENCE SEXUELLE SUR
LES CAMPUS UNIVERSITAIRES**

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo, le Chef de la Majorité au Sénat John Flanagan et le Président de l'Assemblée Carl E. Heastie ont annoncé aujourd'hui qu'un accord tripartite a été conclu sur la proposition de loi Enough is Enough pour lutter contre la violence sexuelle sur les campus universitaires de l'Etat de New York.

« Ce jour est une victoire pour les étudiants de l'ensemble de l'Etat de New York », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « En tant que Gouverneur, et en tant que père, je suis fier qu'avec cette proposition de loi, l'Etat de New York deviendra un chef de file national de la lutte contre la violence sexuelle sur les campus universitaires. Cette mesure est un pas en avant important pour protéger les étudiants contre un fléau qui ronge les écoles de l'ensemble de la nation depuis trop longtemps. Une fois de plus, l'Etat de New York établit la norme que suivront d'autres Etats, et je suis impatient de ratifier cette proposition de loi dès que possible. »

Le Chef de la Majorité au Sénat, John Flanagan, a déclaré : « Je suis heureux et fier qu'en collaborant ensemble, nous ayons pu atteindre un consensus sur un projet de loi pour combattre et éradiquer les agressions sexuelles pour que nos campus universitaires soient des environnements d'apprentissage sûrs pour tous les étudiants. Je remercie le Sénateur Ken LaValle pour son excellent travail sur cette question, ainsi que le Gouverneur Cuomo et le Président Heastie, et je félicite mes collègues et les défenseurs pour nous permettre d'arriver à un résultat positif sur cette mesure législative extrêmement importante. »

Le Président de l'Assemblée, Carl Heastie, a déclaré : « Tous les étudiants méritent la possibilité de suivre un enseignement supérieur dans un environnement sûr et favorable. Les agressions sexuelles de campus perturbent la vie des victimes et les déconcentrent de leurs études. Ce plan encourage les victimes à parler et offre une politique uniforme pour traiter les accusations dans toutes les universités de l'Etat de New York, et veille au maintien des services de soutien aux victimes de cet acte odieux. L'Etat de New York doit continuer à ouvrir la voie de la lutte contre les agressions sexuelles sur les campus. »

Le Sénateur Ken LaValle, Président de la Commission sur l'Enseignement supérieur du Sénat, a déclaré : « Nous avons abordé ce sujet sensible d'une manière globale, réfléchie. Cette proposition de loi offre des protections très importantes pour les victimes et détaille la procédure nécessaire pour arriver à des résultats justes et équitables pour ceux qui sont concernés. La mesure offre une voie claire pour combattre et éradiquer les agressions sexuelles de campus et les actions à entreprendre pour les victimes de ces incidents dévastateurs. Elle prévoit un enseignement pour tous les étudiants d'universités ; recommande des méthodes de prévention, et offre l'assurance d'une procédure équitable dans le jugement de ces incidents. Cette proposition de loi traite des questions complexes et protégera mieux nos étudiants dans l'ensemble de l'Etat. »

Le membre de l'Assemblée, Glick, Président de la Commission sur l'enseignement supérieur de l'Assemblée, a déclaré : « Les agressions sexuelles sur les campus assombrissent grandement les expériences universitaires positives et peuvent avoir des effets durables sur les victimes. Je félicite mes collègues pour reconnaître l'importance de cette question et pour prendre les mesures qui protégeront tous les étudiants, notamment ceux de la communauté LGBT, contre les horreurs des viols, des agressions sexuelles, de la violence entre partenaires, de la violence domestique et du harcèlement. »

Cette prévention des agressions sexuelles sur les campus et la proposition de loi en réponse ont été proposées par le Gouverneur Cuomo en janvier. Le cadre législatif comprend :

- Une définition du consentement exprès à l'échelle de l'Etat, définissant le consentement comme une décision volontaire, en toute connaissance de cause, et mutuelle, entre tous les participants pour s'engager dans une activité sexuelle ;
- Une politique d'amnistie à l'échelle de l'Etat, pour assurer que les étudiants signalant des incidents d'agression sexuelle ou d'autres faits de violence

sexuelles bénéficieront de l'immunité sur certaines violations de politique de campus, telles que l'usage de drogue et d'alcool ;

- Une Déclaration des droits des victimes/survivants de violences sexuelles, que les campus devront distribuer à tous les étudiants afin d'informer en particulier les victimes de violences sexuelles sur leurs droits légaux et la manière d'avoir accès aux ressources appropriées. La Déclaration des droits indique clairement que les étudiants ont le droit de savoir qu'ils peuvent signaler des agressions sexuelles aux forces de l'ordre extérieures, notamment la Police de l'État ;
- Des exigences en matière de formation globale pour les administrateurs, le personnel et les étudiants, notamment lors de l'orientation des nouveaux étudiants.
- Des exigences de signalement pour les campus, qui devront soumettre chaque année des données agrégées sur les incidents de violence sexuelle signalés ainsi que sur leur jugement et traitement au Département de l'Education de l'État ;
- Une nouvelle unité au sein de la Police de l'Etat appelée « Unité d'accueil des victimes d'agressions sexuelles » spécialisée dans la formation avancée pour répondre aux agressions sexuelles et crimes associés, qui doit offrir également une assistance à la police de campus ou aux forces de l'ordre locales, ainsi que la formation pour les communautés des campus universitaires ;
- Un engagement de 10 millions de dollars pour aider à combattre les agressions sexuelles sur les campus au-travers de divers partenaires, répartis de la manière suivante : 4,5 millions de dollars aux centres d'aide aux victimes de viols afin d'offrir des services et ressources aux étudiants, 4,5 millions de dollars à la Police de l'Etat pour créer une unité d'accueil des victimes d'agressions sexuelles, et 1 million de dollars aux facultés et universités ; et
- Une exigence pour les premiers intervenants de notifier aux survivants leur droit de contacter les forces de l'ordre extérieures.

Au cours de ces derniers mois, le Gouverneur Cuomo a mené une campagne Enough is Enough visant à rallier le soutien à sa proposition. Depuis janvier, elle a permis de rallier un large soutien de la part de responsables publics, d'organisations et d'associations communautaires, notamment :

- Lady Gaga, qui a également [co-signé une tribune](#) avec le Gouverneur ;
- 17 des 18 [directeurs de comté](#) de l'État;
- [Whoopi Goldberg](#), qui a également tourné une [vidéo](#) pour la campagne;
- Plus de 40 [maires](#) de tout l'État;
- Plus de 100 [élus](#) de l'ensemble de l'État;
- Près de 20 membres de la [délégation du Congrès de l'Etat de New York](#);

- Plus de 50 [organisations locales et étatiques](#), en plus de 30 [associations de défense, organisations communautaires et syndicats](#) ; et 14 [syndicats du travail](#) ;
- 28 [responsables de la sécurité publique](#) de l'ensemble de l'État;
- [Des militants étudiants](#) du Collège Barnard et des Universités de Syracuse, Columbia, Fordham et New York ; et
- Le Chef de la Majorité démocrate à la Chambre, [Nancy Pelosi](#).

###

Des informations complémentaires sont disponibles à www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418